

PCF, conférence nationale des 11 et 12 avril 2021

contribution individuelle : Roger Moncharmont, fédération de l'Hérault

Je m'inscris dans la discussion préparatoire à la conférence nationale du mois d'avril, dans le prolongement de la contribution de la section PCF de Lunel Marsillargues (34), à laquelle j'appartiens.

Le texte adressé à la commission préparatoire par la section de Lunel exprime la conviction forte et majoritaire que le PCF doit, pour rester fidèle à son ambition fondatrice, mettre sans délai les enjeux du communisme dans le débat public. Fini les « étapes », fini le « socialisme démocratique », fini les transitions indéfinies : le communisme est directement à l'ordre du jour. Comme dit Bernard Vasseur, « le communisme a de l'avenir, si on le débarrasse du passé ». Vasseur, Sève ont été inspirants dans notre débat. La question reste donc : pourquoi sommes nous communistes ? Quel est notre visée ? Sommes nous capables d'en parler avec les plus larges masses, au moment où le besoin de communisme est fort ; au moment où les « déjà là » du communisme font la preuve de leur pertinence ; au moment où les prémisses d'une nouvelle organisation sociale débarrassée des rapports d'exploitation et de domination deviennent chaque jour plus visibles.

L'exercice auquel nous nous livrons (tenir une conférence, avant le Congrès, pour choisir une « tactique » pour l'élection présidentielle de 2022) est un tantinet extravagant. Comment prendre une décision tactique sans être au clair sur la stratégie ? N'allons nous pas « mettre en gages » le congrès par nos décisions de la conférence ?

Allons donc à l'essentiel.

1- J'ai la conviction que la visée révolutionnaire dont les communistes sont porteurs (mais pas eux seulement) ne saurait être différée: aucune des plaies qui tourmentent les sociétés humaines

ne sauraient être pensées si le travail humain ne s'émancipe pas des rapports sociaux qui l'assujettissent au capital. Comment éviter la destruction de notre écosystème? comment éviter les conflits guerriers? comment en finir avec la pauvreté et la misère? Comment mettre fin aux distorsions de développement? à l'ultra spécialisation des territoires? etc si le travail humain libre et associé n'est pas mis en situation de délibérer, de fonder ses décisions sur des valeurs élaborées en commun.

2- Les forces sociales et intellectuelles qui partagent cette conviction, ou qui pourraient la partager, ne manquent pas. Or elles n'arrivent pas à converger. Pourtant, aujourd'hui, plus que jamais, les problèmes et les défis qui s'accumulent et qui menacent (à court terme) notre société et plus généralement les peuples du monde, sont tels qu'il est dérisoire de les hiérarchiser. Les engagements respectifs des uns et des autres (je parle des progressistes, des démocrates) sont certes marqués par des affinités diverses, mais tous oeuvrent à bloquer les processus régressifs que nous observons et à ouvrir des perspectives neuves de progrès réel pour l'ensemble des humains en mettant fin à l'hyper accumulation de richesses pour une minorité.

3- Un processus transformateur, une évolution démocratique et révolutionnaire, doivent s'inscrire directement et ouvertement dans une visée d'émancipation de rapports sociaux caractérisés par l'exploitation, la subordination, l'aliénation, la domination, rapports qui se nourrissent en outre des clivages immémoriaux : le racisme, la domination masculine, la violence fanatique. Il est clair qu'une telle visée ne peut se contenter de considérer nos concitoyens comme des supporteurs éventuels des programmes et plateformes échafaudés par des organisations politiques spécialisées. Un processus transformateur réel ne peut tirer sa force et son énergie que de l'engagement conscient et persévérant de tous les citoyens pour échapper à ces rapports sociaux de domination.

4- Encore faut il que les formations politiques progressistes, qui prétendent à des responsabilités dans la sphère des institutions ( et qui résultent de la conviction que sans organisation on se condamne à l'impuissance), donnent des signes tangibles en faveur de l'union de toutes les composantes de la société qui refusent le

joug de l'argent.

5- Pour ces raisons de fond, je me prononce pour l'union la plus large de toutes les forces progressistes, à la fois sur des objectifs politiques concrets, impliquant les gens, et lors des épisodes électoraux au cours desquels les citoyens élisent des représentants, qui élaboreront et appliqueront des politiques publiques.

6- Pour les élections de juin 2021 (départementales et régionales), je suis donc favorable à proposer aux suffrages de nos concitoyens des listes de candidatures représentatives de tout l'arc des forces de gauche, pour remporter des majorités dans les assemblées qui vont être renouvelées : conseil départemental et assemblée régionale.

7- Pour l'élection présidentielle je suis d'avis de ne proposer ni soutenir aucune candidature, et ceci pour 2 raisons, que nos concitoyens peuvent comprendre :

- afin de ne pas ajouter de division à la division ;

- et aussi, afin de préserver les chances qu'une candidature progressiste arrive au deuxième tour (que nous appuierions bien entendu).

Absence de candidature, ne signifie pas inaction ou aphasie. Consacrons l'activité du parti à populariser des objectifs réellement transformateurs (voir la contribution de ma section). L'enjeu principal n'est pas d'appuyer un candidat (issu ou pas de nos rangs, et qui n'ait pas la langue dans sa poche), mais de déployer nos organisations et nos adhérents dans une campagne qui clarifie les enjeux de la période (communisme, autrement dit le travail libéré, capable de délibérer).

8- Mettre le paquet sur l'élection de députés et députées capables de donner à ces enjeux une traduction législative appropriée, sur la base d'un accord national portant engagement de présenter le plus grand nombre possible de candidatures communes ou de réaliser les désistements réciproques nécessaires.

9- Pour ne pas être trop long, le reste est renvoyé au Congrès. Comment se représenter aujourd'hui une révolution des rapports

sociaux : certainement pas un « palais » à conquérir, ni une « galette » à partager. Travailler à l'émergence d'un nouvel ordre social, c'est aider l'immense majorité de nos concitoyens à sortir d'un rapport social inégal, oppressant, écrasant. Et donc à prendre ou reprendre conscience des savoirs qu'ils détiennent, du pouvoir d'agir qu'ils exercent déjà, à se comporter progressivement en citoyens libres et égaux.

Je ne suis pas seul à constater la perte d'influence et de légitimité des organisations - y compris la notre - qui se réclament de la transformation sociale et qui consacrent l'essentiel de leur activité à l'élaboration de plateformes et de programmes, s'adressant aux gens pour leur demander de « soutenir ». Il est l'heure d'imaginer, inventer, expérimenter une pratique politique qui permette plus que tout autre de faciliter l'engagement personnel et collectif des gens, à partir de ce qu'ils connaissent le mieux, à savoir leur activité laborieuse. Nous en parlerons au Congrès.